



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
16 mars – 23 mars 2011**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :
Olivier Pitre, Coordonnateur
SESAT
Tél: (819) 732-8809 poste 8224
Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

Institut national de Santé publique du Québec

18 mars 2011

Germain Lebel, Suzanne Gingras

Lien pour consulter le rapport :

http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1220_AnalSpatioTempCancerShannon.pdf

Publications

[Retourner à la liste des résultats](#)

[Effectuer une nouvelle recherche](#)



Analyse spatio-temporelle des cas de cancer à Shannon répertoriés dans le Fichier des tumeurs du Québec en relation avec la contamination de la nappe d'eau souterraine dans le secteur Valcartier

| Germain Lebel | Suzanne Gingras |

Publication déposée sur le site le 18 mars 2011

Éditeur(s) : Institut national de santé publique du Québec, 2011, 25 pages + annexes.

No INSPQ : 1220 **ISBN imprimé** : 978-2-550-61204-9
ISBN PDF : 978-2-550-61205-6

Sujet(s) : [Cancer](#), [Eau et maladies hydriques](#), [Géographie de la santé](#), [Maladies chroniques](#), [Santé environnementale](#)

 [Aperçu des contenus.](#)

 [PDF, 1,39 Mo](#)

 [Imprimé non disponible.](#)

Aperçu des contenus

Ce rapport fait suite à une demande de soutien scientifique adressée par la Direction régionale de santé publique de la région de la Capitale-Nationale à l'Institut national de santé publique du Québec concernant la contamination de la nappe d'eau souterraine par du trichloroéthylène (TCE) dans le secteur de Valcartier. L'objectif global est de déterminer, à partir du Fichier des tumeurs du Québec (FITQ), s'il existe un excès de cancer dans la population de Shannon et d'estimer l'association avec une exposition au TCE.

Dans un premier temps, nous effectuons une revue des méthodologies disponibles pour l'analyse des données de cancer à Shannon. Par la suite, deux méthodes de calcul ont été appliquées, soit les rapports standardisés d'incidence (SIR) des cancers (pour la municipalité de Shannon et les aires de diffusion 2001), et la comparaison à l'aide du rapport des cotes de la fréquence des cancers en fonction des concentrations maximales de TCE mesurées dans le puits artésien du domicile ou situé à proximité du domicile des nouveaux cas de cancer.

Les résultats révèlent que, pour l'ensemble des sièges de cancer, il n'y a pas d'excès de cancer à Shannon par rapport à l'ensemble de la province de Québec. Les analyses par sièges de cancer indiquent cependant des fréquences de cancer statistiquement plus élevées qu'attendues à Shannon comparativement au Québec pour le cancer du foie et le myélome multiple.

L'analyse n'a pas permis de conclure à la présence d'une association significative entre l'incidence des cas de cancer potentiellement reliés à une exposition au TCE, en vertu de la métaanalyse de Wartenberg *et al.* (Wartenberg *et al.*, 2000), et les concentrations maximales de TCE mesurées dans les puits artésiens situés au domicile ou à proximité du domicile des personnes atteintes.

L'interprétation de ces résultats exige une certaine prudence en fonction des limites de l'étude, notamment : de petits effectifs, une connaissance limitée de l'importance et l'historique de l'exposition réelle de la population de Shannon au TCE, et de l'impossibilité d'ajuster pour les principaux facteurs confondants.

Agriculture et Agroalimentaire Canada 18 mars 2011

Le gouvernement du Canada aide les agriculteurs à améliorer les pratiques de gestion de l'eau

SOURIS, ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD--(Marketwire - 18 mars 2011) - Les agriculteurs cherchent toujours des moyens d'améliorer leurs pratiques, d'accroître leur productivité et de préserver l'environnement. L'honorable Gail Shea (Egmont), ministre responsable de l'Î.-P.-É., a annoncé, au nom de l'honorable Gerry Ritz, ministre de l'Agriculture, que le gouvernement investirait près d'un million de dollars dans le nouveau projet du bassin hydrographique de la rivière Souris, établi dans le cadre de la phase deux du projet d'Évaluation des pratiques de gestion bénéfiques à l'échelle des bassins hydrographiques (EPBH).

« Je suis fier que le bassin hydrographique de la rivière Souris ait été choisi comme nouveau site de recherche dans le cadre de l'EPBH, a déclaré la députée Shea. Notre paysage et nos systèmes de production végétale, qui sont uniques en leur genre, offriront une foule de renseignements à propos des répercussions positives des pratiques améliorées de gestion de l'eau sur l'environnement et le revenu des agriculteurs. »

Les fonds affectés à ce projet font partie des 14 millions de dollars alloués à l'EPBH dans le cadre de l'initiative *Cultivons l'avenir*.

Le projet d'EPBH, premier en son genre au Canada, a été lancé en 2004 dans le but de mieux comprendre et évaluer les avantages des pratiques de gestion bénéfiques (PGB) pour l'environnement et pour l'économie dans sept petits bassins hydrographiques agricoles. Avant le lancement du projet, les coûts et les avantages environnementaux des PGB ont rarement été évalués. Les résultats des études d'EPBH jetteront les bases qui nous aideront à comprendre comment nous pouvons étendre le champ d'application de ces PGB dans un contexte régional particulier. Les agriculteurs pourront ensuite mettre en pratique les connaissances acquises pour maintenir un niveau de productivité élevé, tout en réduisant les répercussions des activités agricoles sur l'environnement. Les résultats serviront également à planifier les politiques et programmes agricoles de demain.

Le nouveau projet du bassin hydrographique de la rivière Souris portera sur un paysage unique dans une province qui n'a pas participé à la première phase du projet. Les deux PGB étudiées sur ce site seront l'effet de la charge en nutriments de l'enfouissement de cultures de légumineuses au printemps plutôt qu'à l'automne avant une récolte de pommes de terre et une comparaison des zones riveraines gérées et des zones riveraines non gérées. L'équipe examinera l'impact positif que ces pratiques pourraient avoir sur les eaux de surface, les eaux souterraines et la santé des cours d'eau et des berges.

Plus de 70 autres organismes fédéraux, provinciaux, universitaires et non gouvernementaux participent eux aussi à ce projet, qui s'étendra jusqu'en 2013.

Pour plus de renseignements sur le projet d'EPBH, veuillez visiter www.agr.gc.ca/epbh.

Pour en savoir plus sur *Cultivons l'avenir* et ses initiatives, veuillez visiter www.agr.gc.ca/cultivonslavenir.

Document D'information

L'Évaluation des pratiques de gestion bénéfiques à l'échelle des bassins hydrographiques (EPBH) est un projet multidisciplinaire auquel participent des spécialistes en agriculture, en environnement, en recherche sur les bassins hydrographiques, en économie, en hydrologie et en modélisation. Ces spécialistes proviennent d'un éventail d'organismes, notamment d'universités et de collèges, de groupes voués à la conservation, de ministères des gouvernements provinciaux, d'administrations municipales, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et d'autres ministères fédéraux. La diversité des compétences, que l'on doit aux partenariats avec ces organismes, constitue l'une des grandes forces du projet.

L'intérêt des organismes partenaires pour ce projet a eu pour effet de multiplier les ressources. Plus de 70 organismes participent actuellement à l'EPBH et fournissent une assistance technique ou un appui non financier dans le cadre de l'évaluation des bassins hydrographiques énumérés ci après.

Quand le projet a été lancé en 2004, il y avait sept bassins hydrographiques. En 2009, s'appuyant sur les réussites antérieures de l'EPBH, on a ajouté les bassins hydrographiques de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard à la liste afin de renforcer le réseau national de laboratoires à l'échelle des bassins versants capables de mesurer l'impact de différentes pratiques de gestion bénéfiques.

Les neuf bassins hydrographiques visés par l'EPBH sont situés dans des régions où des analyses comparatives ont lieu depuis longtemps et où les conditions de base et les tendances à long terme des bassins sont bien connues. Les bassins hydrographiques choisis dans le cadre de l'étude et leurs partenaires sont les suivants :

Rivière Salmon, près de Kamloops (C.-B.)

- Salmon River Watershed Society
- University of Victoria (Department of Biology, NSERC Industrial Research Chair Program, Water and Aquatic Sciences Research Program)
- Fraser Basin Council Society
- British Columbia Ministry of Agriculture and Lands
- British Columbia Ministry of Environment
- BC Agriculture Council
- Thompson Rivers University
- Commission canadienne du blé
- Westwold Livestock Association – une association locale de la BC Cattlemen's Association

Rivière Lower Little Bow, près de Lethbridge (Alb.)

- County of Lethbridge
- University of Alberta
- Alberta Sustainable Resource Development

Ruisseau Pipestone, près de Moosomin (Sask.)

- Lower Souris River Watershed Committee
- University of Alberta
- University of Saskatchewan
- Saskatchewan Watershed Authority
- University of Guelph
- University of Regina
- Saskatchewan Ministry of Agriculture
- Indian Head Agricultural Research Foundation

Ruisseau Tobacco Sud (Steppler), près de Miami (Man.)

- Deerwood Soil and Water Management Association
- University of Guelph
- University of Alberta

- Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba
- Ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba
- Université du Manitoba

Nation Sud, près d'Ottawa (Ont.)

- Conservation de la Nation Sud
- Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario
- Université d'Ottawa
- Agence de la santé publique du Canada (ASPC)
- Institut national de la recherche agronomique (France)
- Université de Bourgogne (France)
- University of Calgary
- University of Alberta
- Swedish University of Agricultural Sciences
- Agri-Drain (États-Unis)
- Université McGill
- North Carolina State University (États-Unis)
- Lincoln University (Nouvelle-Zélande)

Rivière Bras d'Henri et ruisseau Fourchette, près de Québec (Qc)

- Club de fertilisation de la Beauce
- Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA)
- Institut national de la recherche scientifique (INRS) - Centre de recherche Eau-Terre-Environnement
- Université McGill
- Université Laval
- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec
- Agence spatiale canadienne
- Fédération de l'UPA de la Côte-du-Sud

Ruisseau Black, près de Grand Falls (N.-B.)

- Université du Nouveau-Brunswick
- Université de Moncton - Centre de conservation des sols et de l'eau de l'Est du Canada
- Ministère de l'Agriculture et de l'Aquaculture du Nouveau-Brunswick
- Ministère de l'Environnement du Nouveau-Brunswick
- Pommes de terre Nouveau-Brunswick
- PEI Department of Environment, Energy and Forestry
- Université de Sherbrooke
- Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA)

Ruisseau Thomas, près de Kentville (N.-É.)

- Nova Scotia Agricultural College
- Cornwallis River Headwaters Society
- Dalhousie University
- Nova Scotia Department of Natural Resources
- Acadia University
- AgraPoint International
- Canadian Water Network - Pathogens in Groundwater Research Consortium

Rivière Souris, près de Souris (Î.-P.-É.)

- PEI Wildlife Federation - Souris and Area Branch
- Nova Scotia Agricultural College
- PEI Department of Environment, Energy and Forestry
- PEI Department of Agriculture
- University of PEI – Department of Biology
- Canadian Rivers Institute

Autres partenaires :

- Canards Illimités Canada
- Environnement Canada
- Pêches et Océans Canada
- Santé Canada
- Ressources naturelles Canada
- Programme national d'analyse et de rapport en matière de santé agroenvironnementale (PNARSA) d'AAC
- Conservation Effects Assessment Project (CEAP) du département de l'Agriculture des États-Unis

Renseignements :

Agriculture et Agroalimentaire Canada

Ottawa, Ontario

Relations avec les médias

 613-773-7972 

 1-866-345-7972 

ou

Bureau de l'honorable Gerry Ritz

Meagan Murdoch

Attachée de presse

 613-773-1059 

L'Écho Abitibien
21 mars 2011
Guy Lacroix

Un forum sur l'eau au-delà des attentes

GUY LACROIX

Général - Publié le 21 mars 2011 à 15:33



Serge Bastien, président de la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue et Olivier Pitre, coordonnateur de l'organisme. (Photo: archives)

À peine sortie de son 2e forum, la Société de l'eau souterraine (SESAT) doit déjà penser à survivre alors que l'entente spécifique qui lui permettait son financement arrive à échéance le 31 mars.

Le forum sur l'eau souterraine tenu à Amos les 18 et 19 mars est un succès pour ses organisateurs avec 170 inscriptions sur un objectif de 150. Pas moins de 165 personnes sont venues écouter les différentes conférences le vendredi et environ 110 lors de la journée de samedi.

«Nous avons été agréablement surpris de la participation, affirme Geneviève Godbout, directrice de la SESAT. Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait beaucoup de gens intéressés par la problématique des eaux souterraines. Je dirais même dans certains cas, inquiets.»

Bon exercice de validation

Pour le président de l'organisme, Serge Bastien, outre le fait d'avoir réuni bon nombre de personnes autour de la question, l'objectif de transmettre la connaissance et de mettre la région à niveau sur les grands enjeux entourant les eaux souterraines a été atteint. L'exercice sera également bénéfique pour la SESAT.

«Les discussions, les échanges et le questionnement que nous avons entendus nous ont permis de valider des orientations. On s'est fait préciser des choses notamment sur les inquiétudes que les gens ont par rapport aux enjeux sur l'eau et ça va nous permettre d'intervenir de façon plus pertinente.»

L'exploitation des sablières, les dépôts en tranchée, les redevances, la gestion municipale de l'eau et le développement de produits basés sur l'eau ont été au cœur des discussions de la fin de semaine.

Relativement confiant

Le nerf de la guerre étant l'argent, et l'entente spécifique de financement de l'organisme se terminant dans quelques jours, Serge Bastien ne cachait pas une certaine inquiétude et se disait conscient de l'urgence d'agir.

«Je suis relativement confiant, a-t-il admis. On n'a pas d'engagements mais on a de bons signaux. L'Université du Québec a confirmé un soutien logistique et la Conférence régionale des élus semblait tracer un bilan positif. J'ai confiance qu'il y ait reconduction de l'entente avec eux. Mais je pense qu'à court terme on va se retrouver avec des ententes courtes ou par projet.»

Un des objectifs de la SESAT pourrait être aussi de se voir reconnu par le ministère de l'Environnement comme organisme de gouvernance de l'eau comme le sont les organismes de bassin versant. Une reconnaissance qui lui assurerait un budget récurrent.

Entretemps, la SESAT utilisera son fonds de caisse pour se rendre à son assemblée générale qui devrait se tenir en juin. D'ici là, un bilan plus complet du forum sera réalisé et utilisé pour dresser le plan d'action des trois prochaines années.

Société de l'eau souterraine Abitibi-Témiscamingue

Mars 2011

Formation d'un esker semi-enfoui témiscabibien :

<http://www.sesat.ca/flipbook/index.html>

PIERRE ARCAND SOULIGNE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

MONTRÉAL, le 22 mars 2011 /CNW Telbec/ - Le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Pierre Arcand, invite les Québécois à profiter de la Journée mondiale de l'eau, qui a lieu aujourd'hui le 22 mars, afin de prendre conscience de la valeur de cette ressource et de l'importance de la protéger.

« La protection, la saine gestion et la mise en valeur de l'eau figurent parmi les priorités de notre gouvernement. C'est ainsi que nous pouvons offrir à nos citoyens l'accès à une eau de qualité pour répondre à leurs besoins présents et futurs », a déclaré le ministre.

En effet, la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection adoptée en 2009 positionne l'eau en tant qu'enjeu prioritaire du gouvernement du Québec. D'ailleurs, plusieurs investissements ont été consentis pour la gestion, la connaissance et la protection de l'eau au cours des dernières années. Par exemple, 13 millions de dollars ont été engagés dans le Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines et 5,2 millions de dollars ont été reconduits pour le soutien des organismes de bassin versant afin de promouvoir la gestion intégrée de l'eau.

« Au Québec, nous sommes privilégiés parce que nous disposons de très grandes réserves d'eau douce. L'eau est une ressource essentielle à la vie. Sa gestion doit s'inscrire dans une vision à long terme. C'est pourquoi nous souhaitons poursuivre nos efforts en matière de protection de l'eau, tout en travaillant à sensibiliser la population à l'importance de poser des gestes quotidiens en ce sens. L'eau, c'est notre responsabilité à tous », a-t-il conclu.

Rappelons que la Journée mondiale de l'eau, célébrée par l'Organisation des Nations Unies depuis 1993, se déroule cette année sous le thème « L'eau pour les villes : répondre au défi urbain ». On veut ainsi mobiliser et encourager les gouvernements, les organisations, les communautés et les individus à s'engager activement pour relever le défi de la gestion urbaine de l'eau. D'ailleurs, la Journée mondiale de l'eau 2011 vient clore la Semaine canadienne de l'eau qui se tient pour la toute première fois cette année. Cette semaine est une initiative du Conseil de la fédération et le thème de sa première année est « Célébrons et conservons l'eau à travers tout le pays ».

De nombreux renseignements sur la Journée mondiale de l'eau et la Semaine canadienne de l'eau sont disponibles sur le site Internet du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs au www.mddep.gouv.qc.ca.

SOURCE :

Sarah Shirley
Attachée de presse
Cabinet du ministre du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
Tél. : 418 521-3911

INFORMATION :

Relations médias
Ministère du Développement durable,
de l'Environnement et des Parcs
Tél. : 418 521-3991

RÉSEAU Environnement

22 mars 2011

Le ministre Pierre Arcand ouvre officiellement la 9e édition d'AMERICANA

MONTRÉAL, le 22 mars /CNW Telbec/ - C'est en présence du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, monsieur Pierre Arcand, qu'a eu lieu ce matin l'ouverture officielle, du Salon international des technologies environnementales, AMERICANA 2011, organisé et initié par RÉSEAU environnement. Cet événement d'envergure, qui se tiendra du 22 au 24 mars au Palais des congrès de Montréal, a également accueilli ce matin monsieur Robert Moulié, chargé d'affaires de l'ambassade de France au Canada et madame Maria Krautzberger, ministre déléguée au développement urbain et transport de Berlin. Par ailleurs, AMERICANA reçoit la visite d'une importante délégation française puisque la France a été choisie comme pays à l'honneur cette année.

De nombreux sujets d'actualité seront traités dans le cadre des conférences présentées lors de cette 9^e édition. En effet, que ce soit la gestion des ressources en eau à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit, l'application de l'analyse du cycle de vie à l'étiquetage environnemental ou l'influence de la valeur carbone sur le modèle d'affaires, tous les aspects reliés de près ou de loin à l'industrie de l'environnement seront abordés.

« Cette nouvelle édition d'AMERICANA est réellement marquée par une très forte diversification des sujets traités et une augmentation du nombre de conférenciers provenant de l'extérieur du Québec », note monsieur Michel Lamontagne, président de RÉSEAU environnement. « En plus des conférences qui seront présentées et du Salon des exposants, le Forum international de jumelage des entreprises sera également fort attendu puisqu'il permettra la tenue de rendez-vous d'affaires qui généreront certainement des retombées économiques pour le Québec », a conclu monsieur Lamontagne.

Créé en 1995 et tenu tous les deux ans, le Salon international des technologies environnementales, AMERICANA, est reconnu parmi les plus importants événements du genre en Amérique du Nord. Plus de 8 000 participants, près de 300 exposants et plus de 280 conférenciers provenant d'une cinquantaine de pays de partout à travers le monde sont attendus cette année. Qui plus est, AMERICANA 2011 sera le théâtre de 800 rendez-vous d'affaires dans le cadre du Forum international de jumelage d'entreprises.

Grâce aux multiples conférences, ateliers et panels proposés lors d'AMERICANA 2011, tous les secteurs de l'industrie environnementale seront abordés, tels que l'eau potable et les eaux usées, les matières résiduelles, la gestion environnementale, l'air et les changements climatiques, les sols et les eaux souterraines, le développement durable, et les énergies renouvelables, etc. De nombreuses occasions d'affaires seront aussi proposées aux participants afin de permettre aux acheteurs et fournisseurs présents de développer un réseau de contacts internationaux. Les participants pourront également découvrir les toutes dernières technologies environnementales en visitant le salon des exposants. Au salon d'exposition, deux espaces de présentations permettront aux visiteurs d'assister à des présentations commerciales de 15 minutes données par des partenaires et exposants sur des technologies, services ou occasions d'affaires. C'est la première fois qu'une telle activité est proposée aux visiteurs d'AMERICANA.

La tenue d'AMERICANA 2011 est rendue possible grâce au soutien des gouvernements du Canada et du Québec ainsi qu'à la participation financière de nombreux partenaires commerciaux dont Golder Associés.

À propos de RÉSEAU environnement (www.reseau-environnement.com)

RÉSEAU environnement est une association active depuis 1962, comptant plus de 2000 membres et constituant le plus grand regroupement de l'industrie environnementale au Québec. Elle a pour mission de regrouper des spécialistes de l'environnement, des gens d'affaires, des municipalités et des industries du Québec afin d'assurer, dans une perspective de développement durable, l'avancement des technologies et de la science, la promotion des expertises et le soutien des activités en environnement. RÉSEAU environnement est maître d'œuvre du Salon international des technologies environnementales, AMERICANA, et du Salon des technologies environnementales du Québec (STEQ).

Renseignements:

Source : RÉSEAU environnement

Pour de plus amples renseignements ou pour recevoir une accréditation média, veuillez communiquer avec :

Amély Tremblay / Rosalie Lemelin

Morin Relations Publiques

amely@morinrp.com / rosalie@morinrp.com

Cell :  514 774-8522  /  514 237-8317 

Salle de presse :  514 789-3405 

Planète Radio
22 mars 2011
Steve McInnis

Les riverains du Lac Beauchamp près d'Amos pourront se conformer aux nouvelles règles en matière d'alimentation d'eau potable et de traitement des eaux usées.

Une entente entre la Ville d'Amos, le canton de Trécesson et l'Association des propriétaires est intervenue dernièrement.

Les riverains seront connectés aux systèmes d'aqueduc et d'égouts de la ville d'Amos.

On parle d'un projet de plusieurs millions de dollars qui pourrait se réaliser cet été.

Les plans et devis permettront d'ailleurs la construction de nouvelles résidences dans certains secteurs.

On espère obtenir une aide financière de Québec.

Le Soleil
23 mars 2011
Jean-Marc Salvet

Écoles et hôpitaux: non à l'eau en bouteille, dit le PQ



[Agrandir](#)

PHOTO: MANOH DEMERS, LA PRESSE



Jean-Marc Salvet
Le Soleil

(Québec) Le Parti québécois presse le gouvernement de bannir les bouteilles d'eau des édifices gouvernementaux, des écoles et des hôpitaux.

[Taille du texte](#)

[Imprimer](#)

[Envoyer](#)

[Recommander](#) 15

[Tweeter](#) 3

À LIRE AUSSI

- Le BAPE: un dur coup à la crédibilité de la ministre Normandeau, selon le PQ
- Anglais: pour un apprentissage intensif
- Les ceintures fléchées
- Legault a perdu son élan
- Une manifestation, un budget et des changements structurels

SUR LE MÊME THÈME

[Parti québécois](#) | [Ressources naturelles](#) | [Distribution de l'eau](#)

L'opposition demande au gouvernement du Québec de s'engager en faveur d'«une consommation responsable de l'eau»; «de bannir la vente et la distribution de l'eau embouteillée dans les édifices gouvernementaux québécois, notamment les écoles et les hôpitaux, là où l'eau est disponible à la fontaine».

Ce vœu a été formulé par la députée Martine Ouellet à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, hier.

L'élue de Vachon fait valoir que l'eau embouteillée, en plus d'être une source de pollution, se vend 2000 fois plus cher que celle du robinet pour une qualité équivalente.

Elle relève qu'environ un milliard de bouteilles d'eau sont consommées chaque année au Québec. Or, «seulement la moitié se retrouve dans les sites d'enfouissement».

Elle note enfin, par voie de communiqué, que les villes de Montréal et de Longueuil «se sont engagées à agir afin que l'eau municipale soit utilisée dans l'ensemble de leurs édifices».

DU MÊME AUTEUR

- Écoles et hôpitaux: non à l'eau en bouteille, dit le PQ
- Mariage avec la coalition de François Legault: plusieurs adéquistes réticents
- Nucléaire au Québec: Pauline Marois relance le débat
- Budget du Québec: quelle croissance des dépenses?
- Un budget de continuité pour 2011-2012

Abitibi Express
22 mars 2011
Patrick Rodrigue

Comment allumer cinq dragons avec un économiseur d'eau

Deux Rouynorandiens tentent leur chance à l'émission «Dragons' Den»

■ PATRICK RODRIGUE

[PATRICK.RODRIGUE@TRANSCONTINENTAL.CA](mailto:patrick.rodrigue@transcontinental.ca)

Le clapet de toilette écoénergétique mis au point par les Rouynorandiens Pierre Beaupré et Jean-Daniel Nieminen aura-t-il l'occasion d'être un jour commercialisé à travers le monde?

L'inventeur et l'investisseur derrière le FlusH2O ont en effet été sélectionnés pour faire face aux cinq redoutables juges de *Dragons' Den*, devant quelque 2 millions de téléspectateurs.

Pour ceux qui ne connaissent pas l'émission, son concept est simple: des entrepreneurs exposent leur produit ou leur idée à cinq magnats des affaires dans l'espoir d'en convaincre au moins un d'investir dans leur entreprise. L'expérience comporte cependant des risques, car les Dragons peuvent mordre sans pitié.

SIMPLE, MAIS EFFICACE

Respectivement ingénieur et bachelier en administration des affaires, Pierre Beaupré et Jean-Daniel Nieminen possèdent chacun leur

propre entreprise. Il y a environ trois ans, ils ont cependant mis au point le FlusH2O (www.flush2o.com). Il s'agit d'un appareil qui permet de sauver jusqu'à 18 litres d'eau par jour en chasses d'eau pour une famille de quatre personnes.

S'il existe plusieurs modèles de toilettes écoénergétiques à consommation d'eau réduite qui offrent déjà le choix entre une chasse partielle ou une chasse totale, l'originalité du FlusH2O réside dans le fait que l'utilisateur n'a pas besoin d'acheter une nouvelle toilette. Il suffit de remplacer le clapet de la toilette par le FlusH2O. Ses concepteurs soutiennent qu'aucun outil n'est même requis.

«En plus de souligner la réussite d'un produit novateur en environnement, notre passage à *Dragons' Den* pourra donner un bon exemple de détermination et de succès pour les jeunes», a fait valoir M. Nieminen par voie de communiqué.

Les deux hommes d'affaires sauront-ils toutefois retenir l'attention des Dragons? C'est ce qu'on saura le 23 mars à 20h sur les ondes de CBC.



Jean-Daniel Nieminen et Pierre Beaupré auront-ils réussi à charmer les Dragons? (Photo: gracieuseté)

LesAffaires.com

22 mars 2011

Aude Marie Marcoux

Brasserie Labatt réduit de 55 % de son utilisation en eau

AUDE MARIE MARCOUX : les.affaires.com : 22-03-2011

Tags : Développement durable, Eau, Labatt



Depuis cinq ans, la Brasserie Labatt à LaSalle a réalisé des économies d'eau de 55 % grâce à de nombreuses améliorations apportées à ses procédés de conservation de l'eau.

Pour 2010 seulement, les nouvelles économies d'eau estimées se chiffrent à plus de deux millions d'hectolitres, soit une quantité d'eau suffisante pour approvisionner 1500 familles de quatre personnes pendant une année.

«L'eau compte pour une grande partie du produit que nous livrons aux consommateurs, autant pour la bière elle-même que pour sa fabrication. En tant qu'entreprise constamment à l'affût des occasions de limiter notre empreinte écologique, Labatt déploie tous les efforts possibles, en partenariat avec nos employés, pour toujours améliorer nos façons de faire et ainsi, avoir une pratique écoresponsable», a déclaré Stéphanie Trudeau, vice-présidente aux affaires publiques à la Brasserie Labatt.

La Brasserie Labatt a mis de l'avant une série d'initiatives affectant les quantités d'eau qu'elle utilise dans ses procédés de brassage et d'embouteillage qui lui permettront de réduire sa consommation d'eau d'un million de mètres cubes en 2011.

La brasserie de LaSalle a notamment fait en sorte que ses eaux usées respectent ou même surpassent les normes imposées par la Ville de Montréal. Cette brasserie est d'ailleurs la seule brasserie de Labatt en Amérique du Nord à avoir construit ses propres installations de traitement des eaux. Elle puise donc son eau directement du fleuve Saint-Laurent, la traite, et l'emploie notamment dans son processus de fabrication. Ce faisant, la qualité de l'eau traitée reste constante puisqu'elle provient d'une seule source.

À l'automne 2010, Labatt a installé une nouvelle tour d'eau sur le toit de sa brasserie de LaSalle, lui permettant de récupérer plus d'eau et ainsi alimenter en eau récupérée des équipements qui actuellement utilisent de l'eau potable. Grâce à cet investissement de 400 000 dollars, Labatt prévoyait réduire sa consommation d'eau potable de 1,5 million d'hectolitres (150 000 m³). La brasserie prévoit dépasser cet objectif et réaliser une économie de 2,1 millions d'hectolitres par année.

Aussi, Labatt est intervenue auprès de ses fournisseurs afin qu'ils lui proposent des matériaux sans produits chimiques ou dérivés interdits.